



Communiqué de presse

Montpellier, Toulouse, le 26 septembre 2024

- Fermeture du site industriel de Solvay à Salindres -

Carole Delga : « Tout doit être mis en œuvre pour accompagner les salariés, assurer l'avenir du site et maintenir l'activité économique du territoire »

Suite à l'annonce par le groupe Solvay de la fermeture de son site industriel à Salindres, dans le Gard, entraînant la suppression de 68 postes courant 2025, la présidente de la Région Occitanie Carole Delga a souhaité réagir :

« La décision brutale prise par la direction du groupe Solvay d'arrêter la production chimique sur le site de Salindres est un véritable coup dur pour le territoire et ses habitants, qui succède à plusieurs mois de polémiques sur la pollution des eaux.

Je tiens tout d'abord à exprimer mon total soutien aux 68 salariés concernés et à leurs familles, qui se trouvent confrontés à une épreuve particulièrement difficile. Tout doit être mis en œuvre pour les accompagner et leur permettre de conserver ou de retrouver rapidement un emploi.

Dès que la Région a été informée, mes équipes ont pris contact et rencontré mardi le président du groupe Solvay François Pontais afin d'étudier les raisons de cette fermeture et demander des garanties pour l'avenir des salariés et du site, ainsi que la garantie qu'elle n'aura pas d'impact sur le groupement. Suite à cet échange et dans l'attente de la tenue du Comité Social et Economique (CSE) prévu le 3 octobre prochain, nous restons particulièrement vigilants et engagés aux côtés des salariés, de leurs représentants et des élus locaux, afin de limiter l'impact de cette décision sur le territoire. Mes deux vice-présidents Jean-Luc Gibelin et Jalil Benabdillah iront dimanche à leur rencontre.

Le site de Salindres est un pôle industriel emblématique qui représente un savoir-faire et des compétences techniques que nous devons préserver. L'impact de cette décision sur les sous-traitants est également à surveiller. Toutes les options pour maintenir l'activité industrielle sur ce site devront être étudiées, y compris un dialogue renforcé avec le groupe Solvay et des partenaires potentiels pour identifier des solutions de reprise ou de reconversion industrielle.

L'État doit prendre ses responsabilités et être aux côtés des collectivités locales pour défendre l'emploi industriel. Nous attendons du gouvernement des mesures fortes et des engagements concrets pour préserver l'avenir économique des territoires. »